

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 5 OCTOBRE 2015

SOMMAIRE

- 1) Il ne...
- 2) Réac de service !
- 3) Canal + n'est plus...
- 4) Un tour de vis supplémentaire ?
- 5) J'ai quitté le PS pour rester socialiste...

Gérard Diez La Presse en Revue

I) Duflot : "Il ne suffit pas de dire qu'il y a un risque de victoire du FN pour se rassembler"



Cécile Duflot est députée de Paris. (Abaca Press)

La chef de file de Europe Ecologie-les Verts, Cécile Duflot, impute la progression du FN à l'abandon par François Hollande des promesses de la campagne présidentielle.

Certains, comme Barbara Pompili, sont partis à cause du choix des militants de EELV de ne pas s'allier avec le PS dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie. Regrettez-vous ce choix?

Je regrette la rupture du pacte politique de 2012, qui a conduit à ce choix. Il ne suffit pas de dire qu'il y a un risque de victoire du FN pour se rassembler. En 2010, Marine Le Pen récoltait 15% dans le Nord-Pas-de-Calais et 18% en Picardie. Depuis, elle ne cesse de progresser : pourquoi? Mais je ne me résous pas à ce naufrage annoncé : jetons nos forces dans la bataille au lieu de déjà chercher à nous jeter à la figure la responsabilité de la défaite. La gauche et les écologistes doivent mobiliser leurs électeurs respectifs et se donner les moyens de se rassembler au second tour.

Le ressort du vote FN, c'est la crise démocratique?

Le vote FN est un symptôme de cette crise. Le ressort de ce vote, c'est le sentiment d'abandon et de dépossession entraîné par le brouillage des politiques. On ne peut pas cacher qu'il y a une progression du FN depuis la victoire de la gauche et des écologistes en 2012.

C'est donc la politique menée qui pousse au vote FN?

Le carburant le plus puissant de la poussée nationale-populiste, c'est le sentiment que les responsables politiques ne mettent pas en œuvre leurs promesses, n'appliquent pas le programme sur lequel ils ont été élus. On est très loin de l'esprit de la victoire de François Hollande. On s'est habitué, par exemple, à des débats ouverts par le ministre de l'Économie qui sont contraires à ce que sont les valeurs et l'histoire de la gauche.

Cécile Amar - Le Journal du Dimanche

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Portrait-robot du réac de service

Par David Carzon



Illustration Laurent Blachier

Il crie à l'ostracisation mais squatte les médias, dénonce la fin du débat d'idées mais ne supporte pas la contradiction... Les Morano, Onfray, Finkielkraut et De Villiers ont été omniprésents dans les médias cette semaine.

Portrait-robot du réac de service

Cette semaine, on n'a vu que lui. Il était partout. Sur toutes les radios, les chaînes de télévision, dans les journaux, sur les sites... Et ce n'est pas fini, il va continuer de squatter votre cerveau ce week-end.

Lui, c'est le réac de service. On le masculinise uniquement pour respecter cette vieille règle grammaticale probablement obsolète qui donne priorité au «il» sur le «elle», mais le réac qui occupe les médias n'a pas de sexe prédéfini. Par contre, il a une odeur.

Celle du soufre qui promet audiences, reprises, conversations de comptoir... Et sur cette promesse, il a table ouverte partout où il veut déverser sa rhétorique rodée.

Si l'on veut être objectif, cette présence n'est pas forcément une réalité comptable. Pris de manière individuelle, chaque média peut se prévaloir de respecter un certain équilibre des temps de parole.

Mais quand tous se mettent à sortir en même temps les mêmes atouts populistes, à se refiler les mêmes profils réacs, tout en brandissant une exclusivité de la réponse à l'exclusivité du dérapage initial, le «mur du çon» est palpable. On ne peut pas y échapper et toute autre parole devient inaudible.

Alors à quoi et à qui ressemble-t-il, ce réac de service qu'on s'arrache ? Tentative de portrait global pas si imaginaire.

Il est obsédé par la question de l'identité.

Selon lui, nous sommes collectivement en train de fabriquer le creuset d'une «guerre de civilisation» sans précédent et tout ce qui fait notre identité, notre nation, va disparaître dans une sorte de «Kosovo islamique». Et lui est là, fier soldat prêt à affronter tous les obstacles qui se mettent sur le chemin de la vérité, car il souffre de voir «la France mourir», «s'effondrer de l'intérieur». Alors, parfois, il dérape et il surfe sur les peurs, mais c'est bien le moindre mal d'un «discours de vérité».

Il est achromate.

Le réac souffre d'un trouble de la vision qui lui fait percevoir les couleurs différemment des autres. Non pas qu'il les confonde, son problème est ailleurs : sa rétine n'est sensible qu'au noir et au blanc. Sur le fond et sur la forme. C'est pour ça qu'il n'hésite pas à coloriser de manière aussi binaire des concepts qui lui échappent, comme celui des races. Et globalement, le monde se partage entre les bons et les méchants. Il a fait sienne une devise sarkozyste qui permet de lire le monde à travers cette grille à deux entrées : on est avec lui ou contre lui.

Il est ostracisé.

La bien-pensance régnant en maître dans l'espace médiatique, le réac ne trouve plus le moyen de s'exprimer. Et en particulier sur les vérités qui dérangent. C'est donc pour cela qu'il court les plateaux télé, les studios radio, qu'il accepte les interviews et fait les «couvs» des magazines. Tant pis pour les contradictions. Tant pis s'il squatte ensuite tous les écrans en éructant que «nombre de questions sont désormais devenues impossibles

à poser». Tant pis s'il s'insurge contre un dogme alors qu'il est en train de construire le sien. Au fond, il a envie d'en découdre et il regrette que le débat d'idées n'existe plus en France. Mais hurle au lynchage et à la haine quand on se targue de vouloir répondre sur ce terrain. D'ailleurs, il n'a même plus besoin de lire ce qu'on écrit sur lui pour savoir que c'est faux. Car on déforme sa pensée, il ne peut en être autrement. La faute aux médias qui, malgré toutes les heures de diffusion qu'ils mettent à sa disposition, parfois sans contradiction, sont bien loin de rendre compte de la complexité de son œuvre et de sa pensée.

Il n'a pas de tabou.

Le réac de service se revendique porte-parole d'une majorité silencieuse qui lui envoie «des mails de soutien» à chaque intervention. Il a beau avoir fait une haute école et profité de ses bienfaits sur sa carrière, il vomit cette «couveuse à têtes d'œuf du politiquement correct». Et c'est parce qu'il représente ce peuple silencieux qu'il n'a aucun tabou et qu'il pourfend le politiquement correct. C'est pour lui qu'il dénonce partout, où il peut, «qu'on ne peut pas nommer les choses car nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde».

Il pense que c'était mieux avant.

«Avant» se résumant à une période pré-1968, c'est-à-dire quand le général de Gaulle veillait à la destinée et à la grandeur de la France. Quand la peine de mort existait encore. Quand on ne connaissait que le divorce pour faute. Quand l'intégration se faisait à marche forcée dans d'immenses bidonvilles de la périphérie parisienne. Quand l'avortement était interdit. Et l'homosexualité un délit. Bref, quand la France était le symbole du vivre-ensemble.

Les phrases entre guillemets ont été prononcées cette semaine dans les médias par Nadine Morano, Philippe de Villiers, Michel Onfray et Alain Finkielkraut.

David Carzon



III) Bolloré : le coup d'état médiatique

Par Véronique Groussard



Bolloré, le coup d'état médiatique (MEDINA/AFP-Isore/IP3-PIERMONT/ AFP-VERHAEGEN/AFP-BRINON/AFP-PAVANI/AFP-MUGUET/hanslucas-GUMEZ/SIPA-ESTEBAN/SIPA-JDD/SIPA-MEIGNEUX/SIPA-YAN

Le syndrome « Black Friday ».

A Canal+, chaque semaine, quand le vendredi approche, tout le monde tremble. C'est le jour où tombent les décisions cruciales. Et les têtes. C'est un vendredi que Rodolphe Belmer, l'homme qui a réinventé le Canal+ des dix dernières années, a appris sa mise à pied et quitté la boîte comme un voleur ; un vendredi qu'Ara Aprikian, le respecté patron de D8 et de D17, a fait ses paquets, au vu et au su de tous, dans son bureau vitré. Un vendredi, encore, que le duo Cécilia Ragueneau - Céline Pigalle, qui avait remis iTélé sur les rails, a valsé, remplacé par le très contesté Guillaume Zeller. Un vendredi, toujours, que Renaud Le Van Kim, le producteur historique de la chaîne, celui du « Grand Journal », des César, du Festival de Cannes, « ce monsieur Le Van Kim » que Bolloré refuse de rencontrer, a découvert la « fatwa » lancée contre lui : son départ était la condition sine qua non pour que Canal continue de traiter avec KM, sa société. C'est simple, en pleine rentrée, au moment le plus chaud de la saison, le 5e étage, celui des patrons d'antenne, était décimé.

Un pouvoir total et inconditionnel

Vincent Bolloré, qui incarne l'actionnaire Vivendi, exerce un pouvoir total et inconditionnel : salariés virés ; discours musclés mi-effrayants, mi-séduisants ; nominations ahurissantes à iTélé ; censure de documentaires ; dépolitisation de la ligne éditoriale... Bolloré agit avec préméditation et perfection dans l'exécution. Le diable sort de sa boîte le 25 juin, en fin d'après-midi. Pas un hasard : dans vingt-quatre heures, les émissions s'arrêtent le temps des

des vacances, personne ne pourra réagir. Ce soir-là, il court-circuite Belmer, vise son adjoint Maxime Saada et lui fixe cette feuille de route :

Tu arrêtes Les Guignols, tu remplaces par Florence Foresti, tu mets Maïtena Biraben aux côtés d'Antoine de Caunes au «Grand Journal».

Exécution. Et exécutions. Belmer, qui pense pouvoir protéger sa chaîne, s'oppose à la suppression des Guignols et propose sa démission. Refusée. Quarante-huit heures plus tard, il est pourtant dégagé. Chacun voit ce qu'il en coûte de résister : la porte ! Tout est public. Profitant de l'état de sidération de l'entreprise et de l'atonie extérieure, de la fascination de l'establishment et du laisser-faire politique, Bolloré trace. Son coup d'Etat médiatique est hors norme. Servi par une absence totale de contre-pouvoirs. L'homme d'affaires a mis en place un redoutable système qui annihile toute résistance.

«TU ES ATTENDUE À LA DRH»

Le mode opératoire du serial killer Bolloré déroute. Il peut vous recevoir, très courtois, vous quitter sur un « réfléchissez, on en reparle... ». Et le lendemain, vous faire livrer vos cartons. La directrice du cinéma, Nathalie Coste-Cerdan, allait échapper au couperet, elle avait reçu toutes les assurances de la bouche même du boss. Et pourtant... Avec Céline Pigalle, directrice de la rédaction d'iTélé, qu'on lui présente en marge d'une réunion de cadres, Bolloré fait encore plus fort. Personne ne perd une miette de la scène. Charmant, il s'excuse de ne pas l'avoir encore reçue, lui dit tout le bien qu'il entend sur elle. « Tu es attendue à la DRH », lui annonce-t-on quelques heures plus tard... D'autres dirigeants découvrent carrément dans le nouvel organigramme que leur poste est occupé par un autre. L'impopulaire DRH, elle, apprend son éviction en plein comité d'entreprise, non sans que Bolloré lance à la cantonade : « Si les élus veulent qu'elle reste, dites-le. » Encore plus stupéfiant, Vincent Bolloré douche publiquement les rêves de prolongation du « compatriote breton », l'« ami » Bertrand Meheut, le PDG de Canal+ :

Bertrand ne restera pas toute la vie. Il est encore jeune mais commencera sa 65e année en septembre.

Et comment ne pas s'interroger ? A la rentrée, en pleine diffusion d'une enquête sur l'OM, la régie reçoit un coup de fil : un interlocuteur à l'identité

tenue secrète lui intime l'ordre de stopper le film. Sauf que... c'est techniquement impossible. Hasard ? Depuis le 21 septembre, le commanditaire de l'enquête, Karim Nedjari, ne fait plus partie de l'entreprise...



De l'extérieur, on jurerait que Vincent Bolloré a dû utiliser un bélier pour entrer à Canal+ tant les résistances ont dû être grandes. En fait, « personne n'était barricadé, personne n'empêchait Bolloré de prendre et d'exercer le pouvoir », constate un cadre. Rien à voir, en tout cas, avec ce que l'homme d'affaires avait connu, dans les années 1990, lorsqu'il avait voulu conquérir l'armateur Delmas-Vieljeux ou, plus récemment – et en vain –, le groupe de pub Aegis. A Canal, point de herse, point de rébellion ouverte comme on le vit, en 2002, lors du limogeage de Pierre Lescure par l'actionnaire Jean- Marie Messier : antenne prise en otage pour diffuser en direct une AG ; voiture de Messier secouée par les salariés ; foule assiégeant Vivendi au cri de « Messier t'es foutu, Canal est dans la rue » (la photo fera la une des titres américains « Hollywood Reporter » et « Variety ») ; marée de tee-shirts « Messier, supermenteur » venus troubler la quiétude des petits actionnaires au Zénith de Paris ; Xavier Couture, le successeur de Lescure, accueilli par un silence funèbre, contraint de marcher, sous l'oeil de tout le personnel, sur un tapis de photocopies sur lesquelles était imprimé le visage de Lescure. Il faut dire qu'à l'époque, la chaîne était une ruche. Aujourd'hui, difficile de mobiliser. Les Guignols sont exilés Plaine Saint-Denis, au nord de Paris, et la plupart des émissions sont fournies par des producteurs extérieurs qui défendent leur business.

“IL FAUT BIEN RÉFLÉCHIR AVANT DE DIRE QUE VINCENT BOLLORÉ SORT DES MÉDIAS”

Pour comprendre l'absence de réaction face à la rafale d'événements survenus depuis trois mois, il faut revenir à la genèse de l'entrée de Bolloré dans Vivendi. En 2011, il n'arrive pas là en raider mais, et la nuance est de taille, en invité. Poussé par Rodolphe Belmer, qui plaide pour une diversification de Canal+ dans la télé gratuite, Bertrand Meheut démarché Jean-Paul Baudecroux, patron du groupe NRJ, puis Vincent Bolloré. Le milliardaire, qui a fait fortune dans les ports à containers en Afrique, l'huile de palme, les voies ferrées, possède deux chaînes : Direct 8, lancée le 31 mars 2005 grâce à une fréquence – un bien public, rare et gratuit – que lui a octroyée le CSA. Et Direct Star (devenue D17) acquise pour 70 millions d'euros auprès d'Arnaud Lagardère. En entendant la proposition d'achat de Meheut, Bolloré n'hésite pas, les deux « compatriotes » topent là. Clap de fin pour Vincent Bolloré dans la télé ? C'est ce que croit la crème des médias et de la publicité, réunie le 8 septembre 2011 pour une journée professionnelle près de l'Etoile... La scène a marqué les témoins : tout à coup, les téléphones vibrent, un murmure de plus en plus fort trouble le discours de Jean-Marie Messier à la tribune. Le meneur de jeu l'interrompt : « On apprend que Vincent Bolloré vendrait ses télés à Canal+. Quelqu'un peut confirmer ? » L'un des lieutenants de Messier se lève et confirme : « Exact. » Une seule personne présente dans la salle voit dans le jeu du Breton, Messier lui-même, qui déclare : « Il faut bien réfléchir avant de dire que Vincent Bolloré sort des médias. »

LES PLEINS POUVOIRS AVEC... 14,4 % DU CAPITAL

L'extralucide Messier avait tout bon. Grâce à ses deux petites chaînes tenues pour rien par les professionnels, Bolloré est devenu le deus ex machina de Vivendi. Comment ? Le vendeur n'a pas été payé en cash, comme prévu initialement, mais en actions. Oh, une miette du capital. Mais, comme dans le jeu des cours de récré « 1, 2, 3, soleil ! », de mois en mois, chaque fois qu'on se retourne, il a avancé : 1,7 % du capital en 2012, la présidence du conseil de surveillance de Vivendi il y a quinze mois, 14,4 % du capital lors du plus récent comptage, qui lui vaudront à terme – magie de la loi Florange – 26 % grosso modo des droits de vote, présidence du conseil de surveillance de Canal+ depuis le 3 septembre dont il a, dans les faits, pris toutes les manettes. En clair, Vincent Bolloré surveille Vincent Bolloré. Mieux, depuis le 16 septembre, il est même devenu inexpugnable dans le capital. Vivendi a pris le contrôle total de la coquille qui détient

l'autorisation d'émettre de Canal+, dont elle ne possédait jusqu'alors que 48,5 %. Du coup, n'entre plus qui veut au capital de Vivendi car, pour éviter que les télévisions ne tombent dans n'importe quelles mains, la réglementation est stricte et protectrice. « En l'espèce, décrypte un spécialiste, seul un Européen pourrait tenter un raid.

Mais pour supplanter les droits de vote de Bolloré, il devrait lancer une OPA sur 100 % du capital, soit... 29 milliards d'euros.

« Un peu radical », nuance-t-on dans l'entourage de Bolloré, où l'on reconnaît qu'il serait très compliqué de le mettre en difficulté. Enhardi par son passé, Vincent Bolloré a pu mesurer qu'en France, la puissance sourit aux audacieux. Il y a quelques années, il avait percé les murs et construit une passerelle entre son siège social et Havas dont il n'était, alors, qu'un tout petit actionnaire. Cette fois, à Canal+, il a les pleins pouvoirs avec seulement 14,4 % du capital.

Durant l'hiver 2015, peu de signes avant-coureurs laissent présager ce que Bolloré mijote. Lors des brainstormings de trois heures réunissant, chaque semaine, une quinzaine de têtes pensantes du groupe, ni la politique éditoriale de Canal+ ni ses finances – en ligne avec les prévisions – ne sont mises en question. Rodolphe Belmer est donné candidat à France Télévisions ? Pour le retenir, Bolloré étend son périmètre. « Pensez, confie un ami de Belmer, qu'il lui avait même annoncé une augmentation de salaire. » La sortie de Vincent Bolloré sur France Inter, en février, sonne comme une alerte : « [Il y a] parfois un peu trop de dérision [sur Canal+]. Je préfère quand ils sont plus dans la découverte que dans la dérision. Parce que, parfois, c'est un peu blessant ou désagréable. » Tout comme ce geste fugitif, en mai, à l'Olympia, lors de l'assemblée générale des actionnaires. Une dame, très applaudie, fustige iTélé qui « a viré Eric Zemmour pour sa liberté d'expression.

C'est dommage que Canal+ soit un peu le style "pensée unique bobo de la gauche"

Bolloré ouvre les bras en fixant Bertrand Meheut, comme pour signifier : « Tu vois ? Qu'est-ce que je te disais ! » Ceux à qui il se confie en privé l'assurent : il déteste le ton ironique et acide de cette chaîne. « C'est fini, le monde a changé, dit-il ainsi à un proche. Maintenant, c'est : "Et la tendresse ? bordel !", tu vas voir, je vais bouger tout ça ! » Vincent Bolloré n'a pas non plus

pardonné le mépris de Canal envers sa petite famille de D8. « L'arrogance n'est pas un comportement qui permet d'avancer », a-t-il écrit récemment aux salariés.

Le 6 juillet, Bolloré s'exprime devant une centaine de cadres dirigeants de Canal+. Contre toute attente, il n'est pas si mal accueilli. Il vient pourtant de toucher aux sacro-saints Guignols et de limoger Belmer. Mais, face à Meheut assis au premier rang, il se fait passer pour le gentil : « Quand j'ai pris la présidence, Bertrand voulait faire partir Rodolphe. Et comme la vieille dame dans "Titi et Gros Minet", avec mon balai, j'ai dit : "Non, on ne touche à rien". » Malaise. Et il fait mouche auprès des hommes du marketing, des ventes, de la technologie, nombreux dans l'assistance qui, plus que les autres, voient les abonnements fondre. Ils n'ont pas compris la reconduction d'Antoine de Caunes à la tête du « Grand Journal », dont l'audience dégringole, et mesurent qu'un Canal, à 39,90 euros par mois, est potentiellement en danger de mort, pris en étau entre les offres bon marché de BeIn Sports et de Netflix, l'une sur le sport, l'autre sur le cinéma. Le premier revendique 2,5 millions d'abonnés, le second dépensera 5 milliards de dollars en 2016, notamment dans les séries exclusives.

Il ne faut pas se voiler la face et dire que les Qataris sont des petits gars qui vont disparaître et que Netflix est un tigre de papier.

tonne Bolloré.

IL AVANCE AU SON DE "TRY IT, FAIL IT, FIX IT"

Tueur mais souvent lucide, le big boss est charismatique, transgressif, volontariste. Il impressionne. Vante son talent pour faire bondir le cours de Bourse. « Il tient le même discours aux actionnaires et aux salariés, explique l'un d'eux : "si vous montez à bord, vous ne le regretterez pas". » Venant d'un homme qui, avant tout le monde et contre l'évidence, a cru dans les piles électriques et misé sur l'Afrique, la promesse est tentante.



En plus, il a les moyens : depuis la vente de SFR, les caisses de Vivendi débordent de 9 milliards d'euros. De fait, depuis son coup d'éclat, il achète à tout-va : le silence des exclus grâce à de gros chèques assortis de clause de confidentialité, les studios de télé de Boulogne, 25 % du groupe Banijay qui abrite Cyril Hanouna ; il cherche 1 500 mètres carrés pour rapatrier Les Guignols près de la chaîne et promet des moyens à iTélé qui se vivait aux marges de l'empire. Il répète à qui veut l'entendre qu'il est incroyable que Canal + n'ait aucun droit sur « Intouchables », alors qu'elle a « fait » Omar Sy, qu'elle ne perçoive aucun intéressement sur les succès de Jamel Debbouze... Il avance au son du « try it, fail it, fix it » (essaie, échoue, répare), répétant que, « pour régler les problèmes, il faut les nommer ». Les salariés écoutent, un peu séduits. « On se sentait dans un bateau ivre, sans capitaine, dit l'un d'eux.

On a cru qu'arrivait un équipage de secours. En fait, c'est un bateau de... pirates.

Habitué à Direct 8 et au quotidien gratuit « Direct Matin », qu'il a créés de toutes pièces, Vincent Bolloré applique les mêmes méthodes à Canal : interventionnisme direct à tous les étages ou indirect en plaçant des affidés. « Si Vivendi a réussi beaucoup de choses, c'est parce que son équipe est soudée. Il n'y a pas de prix Nobel parmi nous », dit-il. Sa manière sape d'emblée l'autorité et la légitimité des promus. « A-t-il validé ? » est le préalable à tout sujet. L'autocensure est en marche : pour la série « Panthers » saison 2, il était envisagé une intrigue en Afrique noire. Les équipes cherchent désormais ailleurs... Les vedettes de l'antenne tentent, pour leur part, de sauver leur image d'indépendance. Yann Barthès, Stéphane Guillon, Eric & Quentin, Bertrand Charmeroy... Chacun se sent obligé d'aller chatouiller le menton du boss. Tout plutôt qu'être traité de « domestique », ce qualificatif infamant collé par l'humoriste Charline Vanhoenacker à Maïtena Biraben, après la première du « Grand Journal ». Cyril Hanouna, matamore, claironne :

Si l'actionnaire vient me dire ce que j'ai à faire, je quitte la boîte.

Chiche ! Bolloré lui a signé un contrat de cinq ans, fastueux, dit-on. En cette rentrée, contrairement à son habitude, « Touche pas à mon poste ! » reste très mesuré sur la catastrophe industrielle du « Grand Journal ».

Vincent Bolloré connaît trop son monde, personne

ne l'empêchera d'avancer. Pas même l'Élysée. En acceptant d'être le premier invité du « Grand Journal », Manuel Valls adoube le système.



« Ça fait mal au cœur », grince un salarié. Lors de l'offensive de Messier, en 2002, Jacques Chirac et Lionel Jospin s'étaient émus. Mais le monde politique n'a pas mis, cette fois, la pression sur le CSA avant l'audition de Vincent Bolloré, le 24 septembre. Mieux armés pour exiger le floutage d'un visage que pour sanctionner des censures, les sages disposent pourtant d'un angle d'attaque pourvu qu'ils osent l'utiliser : la convention d'iTélé stipule que « l'éditeur veille [à garantir] l'indépendance de l'information, notamment à l'égard des intérêts de ses actionnaires » et que « la rédaction n'a aucun lien hiérarchique avec le groupe Canal+ ». Obligation que l'auditionné s'est empressé de piétiner dans son organigramme : le poste de directeur général a sauté. Face aux sages, il a fermement refusé de prendre plus d'engagement sur l'indépendance éditoriale dans la convention de Canal+.

« **"PARLEZ-VOUS, ECHANGEZ. FAISONS-NOUS CONFIANCE!"** »

Pourquoi s'embarrasser ? Vincent Bolloré avance à découvert : il ne jure que par les synergies entre toutes les sociétés dans lesquelles il a des intérêts, peu importe qu'elles aient des actionnariats différents. Canal doit s'y faire et rentrer dans le rang. Participent ainsi aux brainstormings hebdomadaires et aux séminaires de Vivendi des cadres dirigeants d'Havas qui accèdent à tous les secrets de la maison et à ses big data, ces données sur les abonnés qui valent de l'or. La succession de Rodolphe Belmer à la tête de Vivendi Contents, promise à Manuel Alduy, l'un des dirigeants de Canal, est assurée dans les faits par

Dominique Delport, l'une des têtes d'Havas. Amandine Maudet, qui pilote des ateliers d'écriture et teste de nouveaux talents, est salariée de Bolloré Media. Canal n'est pas seulement sommée de coopérer avec toute la galaxie Vivendi – « Parlez- vous, échangez. Faisons-nous confiance ! » – mais avec tous les cousins à la mode de Bretagne qui opèrent dans l'empire Bolloré. Qui en Afrique, qui sur la Blue Car... Cela ne s'est pas su mais, cet été, iTélé a été vivement incitée à s'intéresser à Laura Domenge, l'humoriste repérée par le programme « Vivendi Talents » qui passait à l'Olympia, la salle du groupe. Plus inédit encore, un mail de la com Bolloré avisait la chaîne d'info d'un accord conclu avec le Qatar sur un système d'énergie propre pour les Jeux africains. En proposant – trop aimable – des angles possibles pour traiter le sujet ! ITélé s'est abstenue. Troisième suggestion : parler de l'ouverture, par Vivendi, de salles de cinéma en Afrique. Canal n'est désormais qu'une touche sur le clavier de Bolloré qui a des intérêts dans tous secteurs et que les médias peuvent utilement servir. Le 26 septembre, Vivendi finançait un grand concert gratuit devant 25 000 spectateurs avec une pléiade d'artistes africains, à Conakry. Ville dont Bolloré gère le port. Divertir le peuple ne saurait nuire aux bonnes relations avec son ami le président Alpha Condé, candidat à sa propre succession aux élections du 11 octobre.

3 000 ANNONCEURS VERS 600 MEDIAS

Se focaliser sur Canal+ ferait presque oublier l'écosystème général. Et, là, c'est le choc : Bolloré pèse sur toute la galaxie de l'info et de la communication. Au point que certains dénoncent – mezzo voce pour le moment – un conflit d'intérêts potentiel : le Breton détient, d'une part, des médias (Canal, D8, D17, iTélé, « Direct Matin ») ; d'autre part, une agence média qui gère les achats d'espaces publicitaires. Le tableau est simple : six agences pilotent les investissements publicitaires de 3 000 annonceurs nationaux vers 600 médias. « Havas est l'une des six, avec 25 % du marché. Elle oriente des milliards d'euros vers tel ou tel, explique un professionnel. Avec un risque de favoritisme. » Dans le milieu, on exhume ce tract anonyme signé par un collectif des professionnels d'Havas, adressé, en avril 2011, au gouvernement, aux parlementaires, au CSA, aux annonceurs, aux instances de la profession. Le ton était virulent :

Notre actionnaire Bolloré n'a cessé de

renforcer son emprise sur notre métier, en nous imposant d'acheter plus d'espaces publicitaires sur ses médias, plutôt que dans les médias qui lui sont concurrents.

A l'époque, Bolloré est encore un petit joueur dans la télé mais le problème, lui, est flagrant. La Direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes ne saisit pas la perche. Pourtant, à l'époque, « 20 Minutes », concurrent du « Direct Matin » de Bolloré, s'en plaint. Malgré une troisième place parmi les sites d'info, le sien est snobé par Havas.

"Est-ce que tu as des défauts ?, demandait Aridsson à Bolloré en 1987. - Oui, je suis trop gentil."

Le vrai contre-pouvoir, ce sont les abonnés (6 millions en France). Le tiers qui s'abonne pour le sport ne l'a pas encore réalisé : certains matchs du PSG, pendant cette Ligue des Champions, ne passeront pas sur Canal+ mais sur BeIn Sports. Ça va barder. Là, on ne pourra pas incriminer Bolloré. Pour le reste... Comment réagiront les autres abonnés et clients potentiels qui rêvaient sur cette chaîne, séduits par l'idée d'une télé supposément plus libre que les autres, en découvrant que règne à sa tête un patron qui émascule Les Guignols – désormais en crypté et interdits de politique française –, censure un documentaire sur le Crédit Mutuel et l'évasion fiscale sur simple coup de fil du patron de la banque, reprend en main – avec quel résultat ! – « le Grand Journal », en insufflant un climat de terreur ? En 1987, Thierry Ardisson, dans « Bains de minuit », présentait Vincent Bolloré comme « un Tapie clean », « un héros moderne ». A la question : « Est-ce que tu as des défauts ? », la gueule d'ange répondait : « Oui, je suis trop gentil. »

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Faut-il un nouveau tour de vis sur les retraites?



"Les Français ont pris l'habitude de voir resurgir le sujet des retraites dans le débat public" rappelle Alexia de Monterno, directrice adjointe de l'institut Montaigne. REUTERS/Christian Hartmann

Niveau de vie des retraités, formation des seniors, et financement des retraites... Trois think tanks se penchent sur l'avenir des retraites.

"Les actifs et les retraités doivent garder un même niveau de vie"

Henri Sterdyniak, économiste à l'OFCE

A la mi-2015, la France reste en situation de dépression économique, avec un taux de chômage de 10,5%. Le déficit d'emploi, de l'ordre de 4,5%, coûte 0,6 point de PIB au système de retraite, dont le déficit financier actuel (0,4 point du PIB) est conjoncturel.

Il serait contre-productif, compte tenu de la situation macroéconomique, d'augmenter les cotisations sociales ou de réduire les prestations. Cela pose cependant problème pour l'Agirc et l'Arrco, qui ne peuvent supporter des déficits prolongés.

Aussi l'Etat devrait-il donner à ces deux organismes assurant les retraites complémentaires les moyens de financer leurs déficits

conjoncturels.

La stratégie de report de l'âge effectif de départ à la retraite est déjà largement engagée. Malgré la crise, le taux d'emploi des seniors (les 55-65 ans) est passé de 37,8% début 2008 à 48,3% début 2015, cela s'accompagnant toutefois d'une hausse du taux de seniors au chômage (de 1,5% à 3,5%) et surtout d'une forte baisse du taux d'emploi des jeunes, les entreprises contraintes de conserver les seniors réduisant leurs embauches.

Rien ne justifie la baisse des revenus des plus âgés

En raison de la situation actuelle de l'emploi, il n'est pas possible d'accélérer le mouvement, en avançant le calendrier d'allongement de la durée requise de cotisations ou en reculant l'âge ouvrant le droit à la retraite. On ne peut pénaliser ceux qui partent aujourd'hui entre 62 et 65 ans, qui n'ont souvent guère le choix. Compte tenu des revenus du patrimoine, de la propriété de leur logement, mais aussi du coût des assurances complémentaires santé, les retraités ont globalement le même niveau de vie que l'ensemble de la population, ce qui est légitime.

Dans ses scénarios médians, le Conseil d'orientation des retraites prévoit un quasi-équilibre du système, grâce à l'indexation des retraites sur les prix et non sur les salaires. Ainsi, le niveau des retraites par rapport aux salaires baisserait d'environ 16% d'ici à 2040, avec un risque accru de paupérisation des veuves les plus âgées. On ne peut aller plus loin sans remettre en cause la logique même du système, qui est de permettre à la masse des salariés d'avoir un niveau de vie satisfaisant à la retraite, sans recours aux marchés financiers.

Il n'y a donc aucune raison d'imposer aux retraités des baisses de revenus supérieures à celles des salariés. Comme il n'y a aucune raison, dans une zone euro qui souffre d'un déficit de demande, d'exiger des salariés de chaque pays qu'ils acceptent des baisses de salaires afin d'être plus compétitifs que les salariés du pays voisin. C'est une stratégie perdante qui contribue à maintenir la zone en dépression.

"La priorité serait plutôt de former les plus de 50 ans"

Martin Bussy, économiste pour L'Avenir n'attend pas

Malgré de nombreuses réformes, le système de retraite français demeure déficitaire de 10 milliards d'euros. Selon les chiffres du Conseil d'orientation des retraites publiés en juin 2015, son solde financier resterait négatif au moins jusqu'au milieu des années 2020. Les trois leviers d'action principaux pour réduire ce déficit sont la durée de cotisation (ou l'âge de départ à la retraite), le montant des cotisations et le montant des pensions versées.

Il serait injuste de baisser les pensions, alors que le pouvoir d'achat des Français est à la peine. Il paraît également difficile d'augmenter les cotisations, déjà élevées, alors même que se multiplient les dispositifs de baisse de cotisations pour favoriser l'emploi.

Il serait donc tentant de relever la durée de cotisation, déjà augmentée lors des précédentes réformes. Mais voulons-nous vraiment troquer des retraités contre des chômeurs?

Garantir la pérennité du système par le soutien de l'activité

Bien que le taux d'emploi des seniors ait

progressé ces dernières années, l'insertion professionnelle des 55-64 ans reste difficile en France comparée aux autres pays développés (45% contre 55% en moyenne selon l'OCDE en 2012). Les plus de 50 ans sont nombreux à être confrontés au chômage car leurs salaires sont souvent plus élevés que ceux des plus jeunes, alors que leurs compétences ne correspondent pas toujours aux exigences du moment.

Par ailleurs, la pérennité de notre système de retraite dépend de l'activité économique de notre pays, notamment de la croissance des revenus d'activité (ou de la productivité du travail). Or les dynamiques d'emploi ont fortement souffert et l'amélioration économique peine à se traduire sur le front du chômage, notamment chez les jeunes.

Il est donc essentiel pour l'amélioration durable du solde financier de notre système de retraite de mettre en oeuvre des mesures de soutien à l'activité économique, devant permettre une hausse des revenus d'activité. Parallèlement, la pérennisation de la réforme des retraites passe, entre autres, par la lutte contre le chômage des seniors. La formation des plus de 50 ans doit être une priorité de la réforme de la formation professionnelle en cours afin de faire progresser leur taux d'activité.

"La solution, c'est de travailler et de cotiser davantage"

Alexia de Monterno, directrice adjointe de l'institut Montaigne

Près de vingt-cinq ans après le livre blanc commandé par Michel Rocard, les Français ont pris l'habitude de voir resurgir le sujet des retraites dans le débat public. Six réformes ont été menées depuis 1993, mais elles sont loin d'avoir été à la hauteur des enjeux. Pis, certaines d'entre elles ont aggravé le problème (c'est le cas du dispositif "carrières longues", créé en 2003 et étendu en 2012).

Quelle est la situation actuelle? A l'horizon 2040, la dette cumulée des régimes de retraites par répartition pourrait représenter jusqu'à 25 points de dette publique selon le scénario - optimiste - retenu par le Conseil d'orientation des retraites, soit un accroissement de plus d'un quart du total de la dette publique française actuelle à cet horizon. Non seulement la question du financement des retraites n'est toujours pas réglée, mais elle continue de constituer l'un des enjeux

les plus lourds pour nos finances publiques.

Une hausse des prélèvements serait contre-productive

Une nouvelle réforme est nécessaire et doit devenir l'un des sujets clés de la présidentielle de 2017. Il conviendrait d'éviter une nouvelle hausse des prélèvements tant la question du financement des retraites ne doit plus se régler au détriment de la compétitivité et de l'emploi. Il faudrait également éviter d'augmenter les ressources publiques destinées à ces régimes, la France y consacrant déjà 14% de son PIB.

La prochaine réforme des retraites doit reposer sur deux principes simples et indissociables. En premier lieu, la convergence des régimes publics et privés serait une source importante d'économies. Cette mesure d'équité serait aussi la condition sine qua non de l'acceptabilité des efforts demandés à tous. En effet - et c'est le deuxième pilier de la réforme -, il faudra poursuivre l'augmentation simultanée et parallèle de l'âge de la retraite et de la durée de cotisation. L'ajustement porterait l'âge de la retraite à 64 ans au moins et la durée de cotisation à quarante-trois ans en 2023. Une fois cet équilibre atteint, il pourra être maintenu par une évolution plus progressive tenant compte des gains d'espérance de vie.

Les entreprises doivent aussi jouer le jeu. Pendant plus de trente ans, les seniors ont servi de variable d'ajustement. Il est temps que cela change. Même après une telle évolution, la France conserverait des paramètres de liquidation plus favorables que ceux des pays comparables.

Leurs orientations de pensée

L'OFCE est un think tank plutôt classé à gauche. Il a publié récemment "La fiscalité des ménages et des entreprises: quel débat pour quel choix politique".

L'Avenir n'attend pas, le dernier-né des think tanks proche du Parti socialiste, est dirigé par Juliette Meadel, porte-parole du PS. Il a récemment travaillé sur la sécurisation des parcours professionnels.

L'institut Montaigne est un think tank indépendant d'orientation libérale.

V) Manuel Valls au Japon : "Emmanuel Macron est un talent"

En voyage officiel au Japon, le Premier ministre, Manuel Valls, nie l'existence de la moindre tension entre Emmanuel Macron et lui.



Manuel Valls et sa compagne Anne Gravoine au Japon (Sipa)

La zénitude. S'il fallait trouver un mot pour résumer la première journée – résolument culturelle – du premier voyage de Manuel Valls au Japon, le Premier ministre l'a lui-même fourni. Accueilli par les moines, il visite le sanctuaire shinto de Shimogamo-jinja dédié au culte de la "jeune fille à l'esprit accueillant" et à son père, entouré des "bois de la vérité". C'est au milieu de ce temple aux tons rouges que Manuel Valls répond aux questions des journalistes. "Je suis toujours zen [...] Zen au Japon, zen en France, il faut être zen pour affronter les défis." C'est bien cette attitude traditionnellement japonaise qu'il voulait montrer. En sortant, accompagné de son épouse, la violoniste Anne Gravoine, il s'attarde avec une petite fille en tenue traditionnelle.

Ici, tout lui plaît. Ce qui lui déplaît, en revanche, ce sont les papiers qui font état de sa rivalité avec Emmanuel Macron : "C'est vraiment une fable", balaie en privé Valls. "Macron, le Valls d'hier, c'est la tarte à la crème des commentaires", analyse-t-il, un sourire aux lèvres. Demain, Valls et Macron lanceront ensemble à Tokyo l'année franco-japonaise de l'innovation. Une journée pour montrer que tout va bien. Et si les images ne suffisent pas, voici le texte. "Emmanuel est un talent, c'est un plus pour le gouvernement [...] C'est une chance pour la vie politique de se régénérer", décrit Valls.

Il l'a recadré, publiquement et en privé, mais il ne veut pas laisser dire ou plutôt écrire qu'il a un problème avec son ministre. "Je dois avoir beaucoup de défauts, mais je n'ai jamais peur du talent et de l'intelligence. Je ne suis jamais gêné

par des personnalités fortes ou par la popularité des autres", confie-t-il. Il est gêné en revanche par des paroles qui braquent les fonctionnaires ou les élus. "Avoir un parcours différent, venir du privé, c'est important pour la vie politique", raconte Valls, défendant Macron. Puis dans la même phrase, il le tacle : "Dans une démocratie, être élu, c'est le pire des systèmes mais c'est le seul." Il ajoute : "La relation avec Emmanuel est de très grande qualité parce qu'il est très bon. Mais la politique, c'est autre chose. Même les plus expérimentés peuvent avoir un mot de trop."
"Je n'ai pas besoin de montrer que je suis plus moderne"

La politique, c'est le domaine de Valls, pas celui de Macron. "Je n'ai pas besoin de montrer que je suis plus moderne, plus réformateur. J'anime un gouvernement", explique le Premier ministre. Valls soutient Macron, mais ils ne sont pas du même niveau. L'un est le chef de l'autre.

Valls est content d'être là. Il ne veut pas se laisser perturber. Quand le maire de la ville, lançant la Nuit blanche sur le parvis du musée international du Manga, clôt son allocution par : "La prochaine fois que vous viendrez à Kyoto, je vous accueillerai comme président de la République", Manuel Valls sourit. Puis il lit son discours, sans y faire allusion. Il conclut d'un tanoshinde kudasai ("amusez-vous bien"). Et ne dit pas quand il reviendra.

Cécile Amar, envoyée spéciale, Kyoto (Japon) - Le Journal du Dimanche



Nouvelle gauche socialiste: "l'hirondelle qui annonce le printemps" au PS pour Mélenchon

La création officielle dimanche de la Nouvelle gauche socialiste (NGS), regroupant des socialistes demandant un "changement de cap", représente l'"hirondelle qui annonce le printemps" et la "clarification" devant avoir lieu au PS, a estimé Jean-Luc Mélenchon.

"Les amis de la NGS sont en quelque sorte l'hirondelle qui annonce le printemps (...), c'est-à-

dire la clarification qui doit avoir lieu au PS, comme elle a lieu en ce moment à EELV entre la gauche et la droite de ces organisations", a estimé devant l'AFP le porte-voix du Parti de gauche.

"Pour le PS, a-t-il développé, c'est le début d'un processus de clarification qui va permettre aux socialistes qui sont réellement socialistes de se regrouper entre eux et à ceux qui sont des sociaux-libéraux ou des libéraux tout court de rester entre eux, comme MM. Macron, Valls et autres"

Auraient-il pu rejoindre le Parti de gauche? "Je trouve normal que ces socialistes veuillent d'abord être entre socialistes mais j'observe avec un immense plaisir, (qu'ils tendent immédiatement la main et participent aux activités et aux regroupements que le FG impulse", a-t-il répondu.

La NGS est née au lendemain du congrès du PS à Poitiers en juin, où plus de mille militants PS, signataires d'un "appel aux déçus du Parti socialiste", ont "décidé de faire autre chose que la bataille interne" à ce parti et réclament "un changement de cap" par rapport à la politique gouvernementale. La NGS a lancé officiellement son mouvement lors d'une première "université de rentrée" samedi et dimanche.

La NGS "montre que parmi les socialistes, il n'y a pas seulement la déception à l'égard du gouvernement, mais des gens qui ont décidé de s'organiser pour reconstruire avec nous ou en convergence avec nous et d'autres, les écologistes, une gauche digne de ce nom", a commenté Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, également présent.

"La diversité des forces à rassembler est réelle et il faut trouver un chemin de rassemblement qui respecte cette diversité. La création de NGS peut être utile à permettre l'engagement de nombreux déçus du socialisme dans ce chemin convergent", a-t-il ajouté.

"On a un gouvernement qui est totalement macronisé", a renchéri Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble! (Front de gauche). "Avec une politique menée au nom de la gauche et qui est une politique de droite".

Elle a qualifié de "plaisanterie" le référendum qu'organise le PS mi-octobre sur l'unité de la

gauche et des écologistes aux régionales, tandis que Julien Bayou, porte-parole d'EELV, révélait que son parti annoncerait lundi son propre référendum, pour répondre à la consultation "de pacotille" du PS.

orange.fr

A Suivre...
La Presse en Revue